Réunion syndicale des peuples

Résolution de soutien au peuple de l'Équateur

Les syndicats soussignés, des peuples sans État, réunis à Barcelone le 22 octobre 2025, expriment leur préoccupation face à la grave situation que traverse l'Équateur, marquée par une escalade répressive et violente que le gouvernement de Noboa mène contre les organisations syndicales et sociales et leurs principaux dirigeants.

Depuis le début de la grève nationale, le 22 septembre, en rejet du décret de suppression de la subvention au diesel —une mesure qui a entraîné une forte hausse du coût du carburant, affectant également d'autres produits et frappant sévèrement les classes populaires—, plus de 25 jours de mobilisation sociale persistante se sont écoulés. Cette mobilisation a été confrontée par le gouvernement de Noboa à des accusations infondées de terrorisme, à la répression, à la criminalisation et à l'autoritarisme, approfondissant la crise des droits humains, civiques et démocratiques.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté cette criminalisation de la protestation légitime et la violence exercée en Équateur. La mort d'Efraín Fueres à Cotacachi et de José Guamán à Otavalo, tous deux par balles, et de Rosa Elena Paqui à Saraguro, asphyxiée par des gaz lacrymogènes, constituent des exécutions extrajudiciaires. S'y ajoutent les accusations et détentions arbitraires de dirigeants indigènes, syndicaux, écologistes et étudiants, la persécution des défenseurs des droits humains, ainsi que la violation de l'autonomie universitaire par l'entrée violente des forces publiques dans les campus.

Ces actions constituent des violations flagrantes de la Constitution de l'Équateur, des conventions fondamentales de l'OIT et des principaux traités internationaux relatifs aux droits humains. L'usage disproportionné de la force, l'ouverture de procès sans garanties et la répression indiscriminée des manifestations sociales démontrent la dérive autoritaire d'un gouvernement qui a choisi d'imposer la peur plutôt que de garantir les droits et la démocratie.

Réunion syndicale des peuples

Les syndicats des peuples sans État expriment leur solidarité avec les peuples et nationalités indigènes, avec les travailleurs ruraux et urbains, avec les peuples afro-équatoriens, montubios et paysans, et avec le mouvement étudiant, qui font aujourd'hui face à la persécution et à la violence étatique. Nous soutenons tout particulièrement le mouvement syndical, qui a subi ces attaques, et ses dirigeants, qui, avec d'autres organisations sociales, résistent à la répression et défendent les droits du peuple.

En même temps, nous exigeons :

- La cessation immédiate et inconditionnelle de toute forme de répression et de criminalisation contre ceux qui exercent leur droit légitime de manifester.
- La libération de toutes les personnes détenues arbitrairement.
- La fin des procédures judiciaires infondées contre les dirigeants sociaux et syndicaux.
- La pleine garantie des droits civils, politiques et du travail.

Le gouvernement équatorien a l'obligation de respecter les droits fondamentaux et de répondre efficacement aux justes revendications de son peuple.

Les organisations ici représentées expriment leur plein soutien au peuple équatorien et lancent un appel à la communauté syndicale internationale pour qu'elle se joigne à ces revendications, reste vigilante quant à l'évolution de la situation et dénonce devant tous les forums internationaux la grave dérive autoritaire que traverse l'Équateur.

Syndicats signataires

Confederación Intersindical Galega, CIG

Confederazione Sindacale Sarda

CUT Galiza

Réunion syndicale des peuples

Intersindical Alternativa de Catalunya

Intersindical Catalana

Intersindical Valenciana

LAB Basque Country

National Union of Palestinian Workers

SAVT Aosta

SLB Brittany

STC Corsica

UGT Sario Western Sahara

USTKE Kanaky

Avec le soutien de

Trade Unionists for a New and United Ireland

Bill Ramsay Ex-président de l'EIS Écosse

Coll Mccail, membre du syndicat Unite à Glasgow, en Écosse.

Barcelone, le 23 octobre 2025